



CHAPITRE 139

CHAPTER 139

Loi concernant un droit de passage sur un immeuble de la Compagnie Trust Royal

An Act respecting a right of way on an immoveable of The Royal Trust Company

[Sanctionnée le 10 juillet 1971]

[Assented to 10th July 1971]

Préambule.

ATTENDU que la Compagnie Trust Royal a, par sa pétition, représenté:

Qu'elle est propriétaire des lots 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 19 et d'une partie du lot 18 de la subdivision du lot originaire 1536 du cadastre du quartier Saint-Antoine, cité de Montréal;

Qu'il existe sur le lot 1536-12 un droit de passage en faveur d'un certain nombre de lots qui sont des subdivisions des lots originaires 1535 et 1536 du même cadastre;

Que la pétitionnaire désire que ce droit de passage soit désormais exercé sur une lisière de 20 pieds du lot 1536-11, cette lisière étant la partie la plus au nord-ouest de ce lot;

Que le transfert de l'exercice de la servitude dans un endroit différent de celui où elle a été d'abord assignée sera aussi commode pour l'exercice des droits de ceux à qui la servitude est due;

Que si le transfert de l'exercice de la servitude n'était pas effectué, la pétitionnaire ne pourrait pas faire des améliorations avantageuses sur les lots dont elle est propriétaire et qu'elle en subirait un préjudice sérieux;

Attendu que la pétitionnaire a demandé l'adoption d'une loi à cet effet et qu'il est à propos de faire droit à sa demande;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

WHEREAS The Royal Trust Company Preamble. has by its petition represented:

That it owns lots 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 19 and part of lot 18 of the subdivision of original lot 1536 of the cadastre of St. Antoine Ward, City of Montreal;

That a right of way exists on lot 1536-12 in favour of a certain number of lots which are subdivisions of original lots 1535 and 1536 of the said cadastre;

That it wishes that henceforth such right of way be exercised on a 20 foot strip of lot 1536-11, which strip is the northwesternmost part thereof;

That the transfer of the exercise of the servitude to a place different from that where it was first assigned will be as useful for the exercise of the rights of those to whom the servitude is due;

That if the above right of way is not transferred, the petitioner will be prevented from making advantageous improvements to the lots which it owns as above mentioned, and thus be seriously prejudiced;

Whereas the petitioner has prayed for the passing of an act for that purpose and it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

Droit de
passage
déplacé.

1. Le droit de passage établi sur le lot 1536-12 du cadastre du quartier Saint-Antoine, cité de Montréal, en faveur d'un certain nombre de lots qui sont des subdivisions des lots originaires 1535 et 1536 dudit cadastre, ne peut plus être exercé sur ledit lot 12 et ce droit de passage est déplacé et grève désormais une lisière de 20 pieds du lot 1536-11, cette lisière étant la partie la plus au nord-ouest dudit lot; la ligne sud-est de cette lisière est distante de quatre pieds de la ligne sud-est du lot 1536-11 et sa ligne nord-ouest est distante de un pied de la ligne nord-ouest dudit lot, toutes ces lignes étant parallèles entre elles.

Entrée en
vigueur.

2. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

1. The right of way existing on lot 1536-12 of the cadastre of St. Antoine Ward, City of Montreal, in favour of certain lots which are subdivisions of lots 1535 and 1536 of the said cadastre can no longer be exercised on said lot 12; such right of way is displaced and shall henceforth encumber a 20-foot strip of lot 1536-11; such strip is the northwestern-most part of the said lot; the southeast line of such strip is four feet from the southeast line of lot 1536-11, and its northwest line one foot from the northwest line of the said lot; all these lines are parallel.

Exercise
of right of
way dis-
placed.

2. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.